

Boîte Postale 177 - 75967 Paris Cedex 20 - rail@alternativelibertaire.org

Retraite : Qu'est ce qu'on attend pour se battre ?

Après deux mois de discussions de salon avec les représentant(e)s des confédérations syndicales le gouvernement a publiquement fait connaître ses projets en matière de « réforme des retraites » : Les mêmes que ceux dénoncés déjà par des centaines de milliers de manifestant(e)s le 1^{er} février et le 3 avril !

Cette concertation, c'était du bidon !

Tout le monde le savait, à commencer par les responsables confédéraux qui se sont bien gardés pourtant de le dénoncer.

A la SNCF aussi nous sommes concerné(e)s.

Hier, en 1993 plus exactement, le gouvernement s'était attaqué aux retraites du secteur privé. En 1995, il comptait régler le compte des fonctionnaires et des « régimes spéciaux » comme le nôtre.

Aujourd'hui, il s'en prend de nouveau aux retraites des fonctionnaires (40 annuités, puis 41, puis 42, puis ... !). Et il confirme que demain, ce sera le tour des régimes comme celui des cheminot(e)s.

Il est temps de passer à l'action, tous ensemble.

Nous ne voulons pas d'une nouvelle « grève de 24 heures » !

Les organisations syndicales doivent prendre leurs responsabilités : Face à une attaque de cette ampleur, **il faut la grève générale reconductible !**

Chez les cheminot(e)s, le nombre de grévistes le 18 mars et le 3 avril montre que la mobilisation est forte.

Dans les gares, les ateliers, les brigades, les dépôts, les bureaux, organisons-nous ! **En assemblées générales décidons et**

faisons vivre la grève pour que, vraiment, un autre monde soit possible. Construisons-le !

RENCONTRES LIBERTAIRES
syndicalisme et mouvement social

Comment se développent et s'expriment les luttes aujourd'hui
- Tout d'horizon des luttes d'aujourd'hui et des formes qu'elles prennent (précaires, défense du service public, intermittents, entreprises victimes de plans de licenciements)
- Quelles réponses face aux plans de licenciements ?
- Au-delà des journées d'action, quelle riposte globale ?
- Au niveau international, après la délocalisation de la production, la délocalisation des services fait des ravages - quelles ripostes internationales ?

L'état du syndicalisme et du mouvement social
- Qu'est-ce qui agite aujourd'hui les syndicats et les associations de lutte ?
- Les manœuvres politiques au sein du mouvement social et la nécessaire autonomie du mouvement social face à ceux qui se voient comme un débouché politique - en quoi ce débouché politique est une escroquerie intellectuelle (au mieux, reprise du discours syndical : un pire, promesse de gérer « autrement »)
- Comment le mouvement social peut être porteur de politique, en retournant avec la confrontation et en posant les questions qui fâchent : qui produit les richesses et qui en profite ? Qui travaille et qui décide ?

Le rôle des militant(e)s révolutionnaires, libertaires, lutte de classe...
- Au-delà de se revendiquer ou non de tel ou tel courant, d'appartenir à telle ou telle structure, quelles pratiques ? quelles convergences ?
- Au-delà de la mythification de la grève générale, comment la construis-on ?
Comment on construit les mobilisations ? Comment construit-on les ruptures ?

avec des militant(e)s associatifs, syndicalistes, révolutionnaires, libertaires.

Alternative Libertaire

3 mai 2003
16h30-22h00

Maison ouverte
17, rue Hoche
Montreuil (93)
Mairie-de-Montreuil

© Denis Stievenart - supporteur à Alternative Libertaire n°117 - Commission postale n° 9025 13 72911 - Directeur de publication Alain Costant - Édité par AL - Impression Paris

"Démographie" ?

La grande intox !

Voilà des années, que l'on nous sert le **même discours**... Un redoutable « **problème démographique** » nous menace : le vieillissement des français saperait les bases du système de retraite par répartition !

C'est du **bluff** !

- S'il y aura bien une forte évolution du nombre de retraités, on doit inclure dans les comptes, une toute aussi forte évolution de la **productivité**. Dans 40 ans, un actif produira ce que produisent deux actifs d'aujourd'hui. Alors, peu importe si la part des retraité(e)s dans l'ensemble de la population a augmenté.
- Les élucubrations prévisionnelles de soi-disant spécialistes ne sont guère crédibles. Prévoir **ce que sera** la population active à 20 ou 40 ans, c'est multiplier les hypothèses hasardeuses concernant le taux d'activité, le taux de chômage, sur la base de postulats douteux (un taux de « chômage incompressible » par exemple... à 8 ou 9% !)

Capitalisation...

piège à con !

La propagande en faveur de la **capitalisation** relève de la plus parfaite mauvaise foi. On nous présente la capitalisation comme un miraculeux moyen de dégager des recettes supplémentaires pour financer les retraites...

Seulement voilà, il y a un hic : la Bourse ne crée pas de richesses, et l'argent... ne **travaille jamais** ! Derrière les « noisettes » engrangées sur les places financières, il y a toujours **une quantité de travail volée** à celles et ceux qui produisent réellement les richesses !

Et quand la valeur boursière ne correspond plus au travail, cela s'appelle une « bulle financière », une bulle qui finit tôt ou tard par se dégonfler... Les petits actionnaires étant toujours les **dindons de la farce** (avec la crise boursière actuelle, les fonds de pension ont perdu 20% depuis 1999).

L'arnaque est évidente : si la capitalisation n'apporte aucune richesse supplémentaire elle ne répond en rien au pseudo problème démographique ! Elle n'a pour effet que de substituer au **principe de base de la répartition (la solidarité entre les générations)** celui de l'**épargne individuelle** et du « **chacun pour soi** ».

La vérité est ailleurs !

Avec la « répartition », c'est environ **170 milliards d'euros** par an qui échappent aux capitalistes, puisque toutes les cotisations sociales sont employées immédiatement pour payer les retraites d'aujourd'hui... **C'est cela qui est intolérable pour les patrons !**

Du fric il y en a !

Pour nous, la seule question est de savoir si les salarié(e)s, les chômeur(se)s, les précaires, les retraité(e)s, sont prêt(e)s à se mobiliser pour exiger et imposer une **nouvelle redistribution des richesses**. En 20 ans, la part prise par les profits dans l'ensemble des richesses produites a augmenté de **10 %** ! 137 milliards d'euros (900 milliards de F) par an que s'accaparent les actionnaires ! Oui, de l'argent il y en a, la question est de savoir à qui il est distribué, à quoi il est utilisé.

La bataille qui se joue est décisive

La mobilisation pour la **défense de nos retraites doit être massive**. Malheureusement, les patrons et les gouvernants peuvent compter sur l'appui au sein des organisations syndicales d'un certain nombre d'individus peu scrupuleux, prêts à vendre les salariés pour conserver leur place (séduits sans doute par le modèle anglo-saxon où des syndicats sont devenus gestionnaires de fonds de pension !).

Nous ne voulons pas que les « directions » des confédérations syndicales aillent négocier sans mandat ce qui leur semble bon pour nous, et surtout ce qui sera bon pour elles !

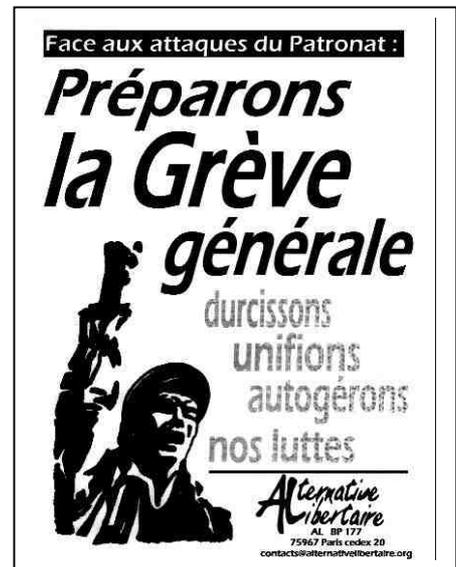
Nous devons définir TOUS ENSEMBLE nos OBJECTIFS DE LUTTES et nous AUTO ORGANISER : aux SYNDICATS DE BASES, aux ASSEMBLÉES GÉNÉRALES, de définir leurs REVENDICATIONS.

A NOUS TOUTES et TOUS de dire si les « propositions » du gouvernement sont acceptables ou non !

A EDF, les salarié(e)s ont rejeté la « réforme »... A quand un référendum où tous les salarié(e)s pourraient se prononcer, après, bien sûr, un réel débat public ?

N'en déplaise aux gestionnaires de l'économie de profit,

- Le retour aux **37,5 annuités** et la retraite à taux plein à 60 ans (sur la base des 10 meilleures années), voire à 55 ans, c'est possible !
- La gestion des caisses de sécurité sociale par des administrateurs **mandatés** par des congrès d'assurés sociaux, c'est possible (alors qu'il n'y a pas eu d'élections des administrateurs depuis 1982 !)
- L'augmentation significative des retraites et pensions, c'est possible !
- Le maintien des acquis sociaux dans certaines professions (les régimes spéciaux) c'est possible. Ils doivent servir d'appui pour un alignement vers le haut des conditions de retraite de tous !



L'amélioration du dialogue social, qu'est ce que ça veut dire ?

Depuis plusieurs mois la direction SNCF avait ouvert des négociations en vue d'aboutir à un accord pour l'amélioration du dialogue social. La quasi-totalité des fédérations syndicales avaient accepté le principe de ces discussions, menées avec chacune d'elles séparément par les patrons.

Il en est ressorti un projet d'accord bien vide. La seule mesure concrète nouvelle, serait le rallongement du préavis, le portant de 5 à 10 jours. Pour le reste, c'est rempli de « bonnes intentions » dont chacun sait qu'elles resteront inappliquées ... car inapplicables.

Le fond du problème n'est pas traité, et il ne peut l'être à travers un tel texte. Nous sommes dans une société, et une entreprise, organisées sur la base de rapports conflictuels entre celles et ceux qui travaillent d'une part, celles et ceux qui prétendent diriger d'autre part.

Les rapports sociaux ne seront donc pas améliorés par la magie d'un accord !

Si les patrons mettent en avant ce thème, c'est parce qu'ils ont la volonté d'affaiblir notre résistance ; ils comptaient sur l'appui des fédérations syndicales. SUD-rail, FO, CGT ont refusé de mettre le doigt dans la remise en cause du droit de grève.



Nom, prénom :

Adresse :

e-mail :

- Je souhaite participer au développement d'*Alternative Libertaire*, en devenir membre.
- Je souhaite participer à une rencontre avec *Alternative Libertaire*
- Je souhaite rester en contact avec A.L., en étant informé(e) des initiatives, des débats.

A.L. - BP 177 - 75967 Paris Cedex 20
rail@alternativelibertaire.org

Destructions des retraites, de la sécu, de l'emploi... Stoppons-les par la grève générale !

Lois sécuritaires, décentralisation/démantèlement des services publics, réduction massives d'effectifs dans le privé et le public, destruction des retraites et de la sécurité sociale... Le gouvernement Raffarin et le MEDEF en s'attaquant à tous les droits collectifs des travailleurs(es), des retraité(e)s et des chômeurs(es) de ce pays ont fait le choix d'une guerre sociale sans limite.

Leur politique :

un minimum social pour tou(te)s

La politique gouvernementale vise à redistribuer les richesses en faveur des classes aisées et à répartir au mieux la pénurie pour le reste de la population. Pour la grande majorité de la population le gouvernement veut généraliser les minima sociaux dans tous les domaines :

- **Retraite minimum avec 20 à 30 % de perte de pouvoir d'achat dès 2008, à terme on pourra parler de retraite minimum pour indigents (RMI). Une retraite de merde pour**

laquelle il faudra bosser plus, 42 ans dans le privé comme dans le public après 2008.

- **Sécurité sociale minimum** avec la mainmise programmée du secteur privé sur les soins optiques et dentaires et une réduction des remboursements pour les soins jugés «non prioritaires» (pistes envisagées en vue du projet de loi sécu pour octobre 2003).
- **Service public minimum** avec l'accélération des privatisations, filialisations, suppressions massives d'effectifs et assèchement budgétaire. Le tout accompagné d'une remise en cause du droit de grève.
- **Emploi minimum** avec seulement 10 % de jeunes embauché(e)s pour un premier emploi en contrat à durée indéterminée, la **précarité** pour les autres et la **multiplication des plans de licenciements**.

C'est à ce prix et donc sur notre dos que le gouvernement compte financer sa politique de cadeaux fiscaux pour les riches et les patrons accroître leurs profits.

La redistribution généralisée des richesses ou le minimum pour ceux et celles qui triment et le maximum pour ceux qui ne font qu'en tirer profit, le choix de société est très clair.

La question des retraites est décisive : si le gouvernement fait passer sa loi de démolition des retraites il n'aura pas de mal à imposer tous ces autres projets de régression sociale. Il faut donc le stopper.

Grève générale jusqu'au retrait du projet de loi retraites

Dans l'immédiat nous devons concentrer un maximum de forces pour obtenir :

- Le retrait du projet de loi sur les retraites ;
- Un taux de remplacement de 75 % pour toutes et tous ;
- Le retour aux 37,5 annuités pour toutes et tous privé/public avec l'abrogation du décret Balladur de 1993 ;
- La défense de régimes spéciaux.

Les grèves de 24 heures à répétition du secteur public même fortement suivies n'ont en rien entamé la détermination du gouvernement. Il faut passer dès maintenant à autre chose et opter pour la grève générale interprofessionnelle reconductible jusqu'au retrait du projet gouvernemental sur les retraites et à la satisfaction de nos revendications.

C'est ce qu'ont compris les personnels de l'Éducation nationale en grève reconductible depuis début avril pour l'emploi, le service public et les retraites. Ne les laissons pas s'épuiser tous seul(e)s rejoignons les dans l'action et dans la grève dès maintenant. En juillet il sera trop tard !

Arrêtons de nous attendre et agissons alors qu'il en est encore temps.

Partout développons l'auto organisation de la grève par la réunion d'assemblées générales représentatives des personnels, la formation et la coordination de comités de grève désignés par les A.G. et construisons un véritable mouvement national.

Public, privé, soyons solidaires, agissons ensemble !